



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT DESCRIPTION DE CONSULTATION/CONTRAT DE SERVICES

I. Information sur la consultation/contrat de service

Titre: **Deux Consultants Nationaux**

Type de contrat: **SSA**

Projet: **Appui au renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption et les malversations diverses à travers tout le pays.**

Unité: PBF- **Paix et Gouvernance**

Durée initiale: **40 jours.**

II. Contexte

La lutte contre la corruption est un des défis majeurs en matière de gouvernance dans le monde entier, à plus d'un titre. C'est pourquoi au cours des dernières années, de nombreuses dispositions internationales ont été adoptées, en vue de le combattre plus efficacement et par-delà les frontières nationales. Il s'agit entre autres, de la Convention des Nations unies contre la corruption, a été ratifiée par plusieurs Etats, y compris le Burundi, par la loi n°1/03 du 18 janvier 2005. A la même date a été promulguée la loi n° 1/02, portant ratification de la Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption. Une année plus tard, le Burundi a promulgué la loi n°1/12 du 18 avril 2006, sur les mesures de prévention et de répression de la corruption et des infractions connexes.

L'objectif global de ces trois textes de loi est de combattre la corruption qui mine le fonctionnement des institutions nationales, en mettant en place une dynamique nouvelle, visant la moralisation de la vie publique et à assurer non seulement la probité dans la gestion des biens publics, mais également la protection des citoyens et de leurs transactions ou activités économiques de possibles malversations ou infractions connexes à la corruption.

Dans ses efforts pour la lutte contre la corruption, l'action du Gouvernement du Burundi doit être accompagnée par celle de divers acteurs à tous les niveaux, tels que les parlementaires et les élus locaux, les cadres, fonctionnaires et agents civils de l'Etat au sein de l'administration publique, les magistrats, les policiers, les militaires, les membres de la société civile, des confessions religieuses, les opérateurs économiques du secteur privé, les professionnels des médias, les populations à la base, etc. Afin de mieux combattre ce fléau qui est susceptible de gangrener tout le corps social burundais, il est impérieux que tous les acteurs cités ci-dessus et plus encore aient une compréhension commune et une parfaite maîtrise des nouveaux mécanismes mis en place pour y faire face. Il est également important qu'ils débattent publiquement sur l'efficacité de ces mécanismes et textes de lois, en termes d'éducation, de prévention, de dissuasion et de répression de la corruption à tous les niveaux et dans tout le pays.

C'est dans le cadre de l'exécution de l'objectif spécifique numéro trois du « Projet d'appui au renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption et les malversations

* Se référer aux barèmes des SSA nationaux et internationaux ci-joints

** A déterminer par les Ressources Humaines sur la base des barèmes appropriés

diverses à travers tout le pays » que celui-ci recherche deux consultants nationaux. Ces consultants auront pour mission d'appuyer l'unité de gestion dans le suivi et la supervision des agences/entités d'exécution de 34 ateliers communaux de sensibilisation et d'information pour les élus communaux, les administrateurs, des représentants de la société civile, des médias et de la population à la base.

III. Tâches et responsabilités

Sous la supervision de l'unité de gestion du projet, les consultants recherchés devront :

- Participer au suivi des ateliers communaux dans les différentes provinces où ils vont se dérouler ;
- Participer à l'animation des ateliers régionaux ;
- Participer à la supervision de l'organisation et du déroulement des ateliers communaux et régionaux ;
- Sous l'autorité et la supervision du Project Manager et du Chargé de Projet et en étroite collaboration avec les autres membres de l'unité de gestion du projet, rédiger des rapports de synthèse de chaque atelier communal et/ou régional ;
- Appuyer ponctuellement l'unité de gestion à sa demande et selon les besoins, dans la rédaction finale des rapports des ateliers.

Les résultats suivants sont attendus de leur mission dans le cadre des ateliers envisagés:

- Une meilleure connaissance du cadre légal et des mécanismes institutionnels de lutte contre la corruption au Burundi par une palette significative de la population burundaise, reflétant sa composition dans toute sa diversité ;
- La sensibilisation des participants sur le respect des lois et règlements de lutte contre la corruption et les malversations diverses ;
- A partir des inputs des participants aux différents ateliers, des contributions argumentées aux propositions d'amélioration des textes législatifs ou réglementaires et des mécanismes institutionnels, tous instruments efficaces de lutte contre la corruption ;
- Des contributions aux propositions de stratégies de prévention et de lutte contre la corruption et les malversations diverses et de pérennisation du cadre de prévention et répression de la corruption et des infractions connexes ;

IV. Impact des résultats sur le fonctionnement du projet/programme

Le projet BDI/A/1 ayant pour objectif principal d'appuyer le fonctionnement des nouvelles institutions nationales de lutte contre la corruption et les infractions connexes, il est important que les acteurs concernés par leurs activités, ainsi que le public aient :

- Des connaissances plus précises sur les résultats obtenus et/ou envisagés depuis que cette initiative a été lancée et est entrée effectivement en fonctionnement.
- Une meilleure connaissance par les publics ciblés du cadre légal, réglementaire et institutionnel de la lutte contre la corruption et les malversations diverses, de ses forces, faiblesses et des perspectives d'amélioration ou de pérennisation de ce cadre, en tenant compte du contexte national et de l'environnement international.

V. Compétences

Les consultants qui seront choisis pour réaliser ce travail devront :

1. Détenir au moins une licence en Droit et une expérience d'au moins 5 ans dans les métiers y relatifs ;
2. Etre spécialisé en Droit des affaires ou en Droit public selon le cas ;
3. Posséder des aptitudes confirmées dans le domaine du suivi et de la supervision des ateliers de formation/sensibilisation ;
4. Démontrer des aptitudes confirmées de rédaction des rapports et des synthèses de rapports ;
5. Etre aptes à diriger et animer des ateliers de formation/sensibilisation en milieu rural;
6. Avoir des aptes à travailler en équipe ;
7. Faire preuve d'excellentes capacités de communication ;
8. Maîtriser l'outil informatique, notamment pour le traitement de textes, l'animation/formation

VI. Qualifications/Expérience

Education:	Détenir un diplôme universitaire du niveau de la Licence au minimum. Une spécialisation en théorique ou de l'expérience pratique en matière d'enseignement constituera un atout supplémentaire
Expérience:	Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine du Droit des affaires, du Droit public dans les secteurs public (administration) ou privé (gestionnaire ou propriétaire d'une affaire); <ul style="list-style-type: none">• Expérience avérée dans la formation et dans l'animation des thèmes par l'approche participative ;• Expérience pertinente dans le suivi et la supervision des ateliers.
Langues:	Excellente maîtrise de la langue française et du Kirundi.

VII. Présentation des Offres

Les dossiers de candidatures composés d'une lettre de motivation, d'un formulaire P.11, d'un curriculum vitae, des copies de diplômes certifiées conformes à l'original et des attestations de services ou preuves de consultances pertinentes seront déposés sous pli fermé portant la mention « **Candidature aux postes de Consultants Nationaux pour l'Appui au renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption et les malversations diverses à travers tout le pays.** » au siège de la représentation du PNUD, Green building 4470 Chaussée du Peuple Murundi au plus tard le Vendredi 07 Aout 2009 à 12H00.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.